



Compte rendu validé par l'assemblée des participants au fur et à mesure du débat

Le Grand Débat National

Réunion locale Morigny-Champigny - jeudi 21 février 2019

Thème : l'organisation de l'Etat et des services publics

1. Que pensez-vous de l'organisation de l'Etat et des administrations en France ? De quelle manière cette organisation devrait-elle évoluer ?

- Les échelons administratifs (Etat, région, commune,...)
- Les opérateurs (Pôle Emploi, CAF,...)
- Le nombre d'échelons administratifs
- Le niveau d'attachement aux collectivités territoriales (région, département, commune, intercommunalité)

Propositions /remarques/commentaires

- Supprimer les échelons intermédiaires (focus sur les intercommunalités)
- Remise en cause du regroupement des régions
- Laisser le choix au regroupement (ne pas imposer cette décision)
- Mise en avant du rôle important de la commune
- Manque de clarté sur les apports réels des intercommunalités aux citoyens
- Question de la légitimité des structures intermédiaires (suffrage direct)
- Insatisfaction en termes de proximité
- Perte de services publics dans le sud-Essonne (concentration au nord du département)
- Organisation des transports nécessaires à l'accès centralisé dans le nord du département, tout en gardant à l'esprit la problématique du réchauffement climatique

2. L'accès aux services publics sur notre territoire est-il suffisant ? Quels sont les services absents ou à renforcer ?

- Des nouvelles missions à transférer aux collectivités territoriales
- Des nouveaux services à développer sur Internet en priorité
- la distance pour effectuer une démarche administrative

Propositions/remarques/commentaires

- Prise en charge par les communes du maintien des services de l'agence postale avec le financement associé
- Amener un service public compétent et de qualité quel que soit le support/vecteur utilisé
- Priorité au contact humain
- Dématérialisation oui, mais pas à 100%. Laisser la possibilité aux citoyens de choisir la méthode de contact souhaitée avec l'administration

3. Pour accéder à certains services publics, vous avez avant tout des besoins téléphoniques, numériques ou physiques afin de vous rendre sur place ?

- Regroupement dans un même lieu de plusieurs services publics
- Des services publics itinérants
- Un accès aux services publics sur rendez-vous
- Un accueil par des agents publics polyvalents

Propositions/remarques/commentaires

- Difficulté dans l'accessibilité aux différents services
- Attachement au contact physique
- Notion de guichet unique dans les communes (contacts de premier niveau)
- Notion de polyvalence des agents (formation et rémunération associées)
- Elargissement des plages horaires pour faciliter les accès aux services sur rdv
- Proposition de supprimer les numéros surtaxés et standard automatique
- Absence d'accueil dans les gares
- Organisation des transports

4. Quels sont les services publics qui doivent le plus évoluer ?

- Démarches administratives trop complexes
- Evolution positive de certains services publics

Propositions/remarques/commentaires

- Difficultés liées au traitement et à la prise en charge des dossiers (documents demandés plusieurs fois, perte...)
Manque de moyens ?
- Complexité dans l'accomplissement de certaines démarches administratives
- Cohérence et image des services publics auprès des jeunes
- Difficultés des services publics à accepter des stagiaires
- Longueur de traitement des dossiers
- Précarité et appauvrissement des compétences des agents du service public

5. Comment l'Etat et les collectivités territoriales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ?

- Donner plus d'autonomie aux fonctionnaires de terrain
- Le fonctionnement et la formation de l'administration

Propositions/remarques/commentaires

- Attention aux objectifs de rentabilité donnés aux agents / supprimer la notion d'unité économique
- Ecart importants en fonction des territoires, notamment en matière d'éducation
- Autonomie oui à la condition d'y apporter les formations et compétences nécessaires
- Autonomie non si cela doit apporter de la concurrence entre les services, ou si cela doit apporter de la sous-traitance et la privatisation des services
- Désengagement de l'Etat dans certains services (transfert des compétences en matière d'urbanisme et absence des moyens associés)

Autres remarques

- Importance d'évaluer le coût/bénéfices attendus des services publics à la population et de le communiquer aux citoyens, de la base de l'imposition à l'analyse des bénéfices attendus aux services rendus
- Difficultés représentées par les recours trop systématique à des financements publics/privés